



HAL
open science

De la Turquie au Brésil : réfléchir sur des nouvelles articulations théoriques pour l'analyse des mouvements de résistance à partir des années 2010.

Gökçe Tuncel, Adriana Escosteguy-Medronho, Felipe Linden

► To cite this version:

Gökçe Tuncel, Adriana Escosteguy-Medronho, Felipe Linden. De la Turquie au Brésil : réfléchir sur des nouvelles articulations théoriques pour l'analyse des mouvements de résistance à partir des années 2010.. Congrès de l'ABSP et du CoSPoF 2021 : Résistances, ABSP (Association belge francophone de science politique) et CoSPoF (congrès des associations francophones de science politique), Apr 2021, Bruxelles, Belgique. hal-04755339

HAL Id: hal-04755339

<https://hal.science/hal-04755339v1>

Submitted on 27 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Communication pour la ST 12 : « Théorie politique, Théorie critique et sociologie des mouvements sociaux : nouvelles articulation »

Congrès de l'ABSP et du CoSPoF 2021

De la Turquie au Brésil : réfléchir sur des nouvelles articulations théoriques pour l'analyse des mouvements de résistance à partir des années 2010.

Gökçe Tuncel, Doctorante en sociologie, ATER en Études Politiques, CESPRA, EHESS.
gokcetuncel@gmail.com

Adriana Escosteguy-Medronho, Doctorante en Études Politiques, CESPRA, EHESS.
adrianaemedronho@gmail.com

Felipe Linden, Doctorant en Études Politiques, CESPRA, EHESS .
lindenfelipe@gmail.com

De nouvelles formes d'engagement politique sont apparues depuis une dizaine d'années, autant en Europe de l'Est qu'en Europe Occidentale, dans le monde arabe qu'en Asie ou dans les Amériques. On les interprète souvent par opposition à des mouvements dits "ouvriers", comme des mouvements en rupture radicale avec le passé (Touraine, 1990 ; Pleyers & Glasius, 2013 ; Ogien et Laugier, 2014). Ce cadre théorique qui ne communique pas, ou très peu, avec les théories politique et critique rend difficile, selon nous, de comprendre les dynamiques économiques et politiques des crises traversées par nos sociétés.

Notre communication portera sur deux études respectives afin de proposer une réflexion sur les modes d'articulation des registres de connaissance proposés pour la ST 12. La première d'entre elles porte sur des enquêtes réalisées à Istanbul entre 2017-2019 sur quatre organisations politiques, parmi lesquelles, celle des cols blancs. Ensuite, notre deuxième étude prend comme objet les débats autour du contexte élargi qui a mené aux mobilisations appelées les "Journées de juin 2013" au Brésil.

La mobilisation des cols blancs : un nouvel acteur dans le mouvement ouvrier turc?

En 2013, le mouvement “Gezi park” a été déclenché par quelques écologistes ayant la volonté de montrer *publiquement* leur opposition à la décision du premier ministre turc de détruire le parc Gezi afin de le remplacer par un centre commercial. En effet, la politique urbaine néolibérale en Turquie a été amplifiée depuis 2002 par l’arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) (Pérouse 2014 : 51-53). La première occupation du parc, le soir du 27 mai 2013, prend rapidement une ampleur inédite avec le renfort, en très peu de temps, de nombreux citoyens, collectivités et autres organisations politiques, pour se transformer progressivement en contestation nationale¹. Parmi ces divers acteurs contestataires, les « cols blancs » constituaient une des grandes composantes du mouvement avec leurs propres slogans et revendications. Les employés de plusieurs banques ont également organisé des débats et coordonné des départs collectifs de leur lieu de travail pour rejoindre le mouvement. Plaza Eylem Platformu (PEP-Plateforme d’action Gratte-ciel), a participé au mouvement en tant que groupe politique et essayé de coordonner la mobilisation des cols blancs. La PEP a été fondée en 2008 pendant la mobilisation des employés de l’entreprise IBM (International Business Machines Corporation) dans le but de créer un syndicat adapté. Elle a été conçue en tant que plateforme de solidarité pour les « cols blancs » qui exprimaient la nécessité de se rassembler au sein d’une organisation distincte des syndicats afin de partager leurs expériences, affirmer leur identité de classe et organiser des actions collectives destinées aux cols blancs.

Depuis les mouvements sociaux de 2010, on a vu apparaître une multitude de travaux scientifiques qui s’efforcent de saisir leurs logiques d’action « inédites ». Ce débat complexe entre les courants de recherches et les approches sur les mouvements sociaux récents dépasse le cadre de cette communication. Néanmoins on constate l’existence d’un paradigme théorique qui interprète ces mouvements par opposition à ceux dits traditionnel ou ouvriers en rupture radicale avec le passé (Touraine, 1990 ; Pleyers & Glasius, 2013 ; Pleyers & Glasius, 2013 ; Ogien et Laugier, 2014 ; Khosrokhavar, 2012; Alexander, 2013).

Dans le champ de la sociologie des mouvements sociaux, Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine (2016), entre autres, annoncent une nouvelle phase dans l’histoire récente des luttes. Selon eux, les acteurs ne sont plus portés par des revendications matérielles et/ou culturelles reflétant leur positionnement social et économique dans la société. Dans cette nouvelle phase, les actions protestataires ne visent plus à l’intégration de l’espace politique institutionnelle en mobilisant des ressources, ne sont pas orientées par des structures d’opportunités politiques et n’articulent pas les enjeux de reconnaissance. Ces révoltes « mêlent [...] les revendications économiques, sociales,

¹ Le ministère de l’intérieur estime que 2,5 millions de personnes ont manifesté dans 79 des 81 départements du pays (Journal Milliyet, 2013 : <http://www.milliyet.com.tr/2-5-milyon-insan-79-ildesokaga/gundem/detay/1726600/default.htm>)

politiques et culturelles et les combinent avec une forte dimension éthique. Elles sont à la fois [...] personnelles et globales [...] ». En mettant le processus de subjectivation² au cœur de leur propos, ils font même l'hypothèse selon laquelle « le sujet de l'action collective [...] n'est ni social, ni même culturel, il est la personne même, dans sa singularité individuelle, son souci de se construire, de s'affirmer » (Pleyers et Capitaine, 2016: §3).

En s'appuyant sur une enquête de terrain³ réalisée dans le cadre des recherches doctorales, il s'agit ici de mettre en évidence comment l'étude de la mobilisation des cols blancs nous permet de penser la pluralité des formes que prennent la critique sociale face aux mutations du capitalisme en Turquie. Pour ce faire nous proposons d'analyser le processus de formation de l'*identité collective* de la PEP et de discuter des articulations possibles avec le concept de *conscience de classe*. Nous faisons l'hypothèse selon laquelle, l'identité collective des cols blancs, et par conséquent leur conception des actions politiques, est profondément traversée par les enjeux de reconnaissance sociale. Leur identité collective est constituée par une volonté de distinction sociale par rapport à la 'classe ouvrière' turque. Cela devient visible, selon nous, lorsqu'on aborde cette mobilisation de manière située c'est-à-dire en portant une attention particulière aux dynamiques internes du mouvement (l'interaction avec d'autres acteurs contestataires et positionnement politique dans l'espace contestataire).

Le terme « salarié col blanc » est-il toujours pertinent ?

Charles Wright Mills écrit en 1951 qu'on assiste à l'émergence d'une nouvelle classe sociale plutôt qu'à une simplification des classes existantes en raison des mutations de l'économie capitaliste dans la seconde moitié du 20^e siècle. Il la définit en tant que classe moyenne intermédiaire composée, entre autres, de managers, employés du bureau, ingénieurs, salariés de service, etc. Ces mutations proviennent du développement d'une force de travail plus qualifiée (non manuelle) nécessaire aux processus de production. Cette « nouvelle classe » se distingue parmi le salariat par leur niveau d'éducation et leur salaire supérieur. Par ailleurs, Mills nuance son propos et affirme également qu'en raison du nombre croissant des cols blancs, leurs conditions de travail peuvent se dégrader et qu'ils peuvent se retrouver dans des conditions similaires à celles du salariat dans le futur. Il nous semble plus approprié

² Le processus de subjectivation signifie « la possibilité de se construire comme individu, comme être singulier capable de formuler ses choix et donc de résister aux logiques dominantes, qu'elles soient économiques, communautaires, technologiques ou autres. Le sujet, c'est d'abord la possibilité de se constituer soi-même comme principe de sens, de se poser en être libre et de produire sa propre trajectoire ». Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Balland, 2004, p. 286.

³ Ce terrain a eu lieu entre 2016 et 2018 à Istanbul et est composé de 40 entretiens approfondis et observations ethnographiques au sein de trois organisations *La défense des forêts du Nord*, *Collectif de vélo Don quichotte* ainsi que la *plateforme d'action Gratte ciel*.

de parler d'une « recomposition » au lieu d'un changement structurel dans la composition des classes sociales avec l'émergence d'une classe « intermédiaire ». La force des travailleurs « col blanc » a été intégrée aux salariés de la classe ouvrière et pendant ce processus elle a perdu ses privilèges ainsi que ses caractéristiques intermédiaires (Braverman, 1974). Néanmoins, on constate une ambivalence dans leur position de classe à cause de la différence entre leur condition de travail et leur *statut social* (Weber, 1995).

A partir des années 1980, la production devient plus fragmentée et flexible notamment avec la complexification des secteurs de finance et de services. Ces dynamiques sont à l'œuvre dans l'ensemble des pays occidentaux mais également en Turquie d'une manière différée. La division des employés salariés en des différentes sous-catégories et la diversification de leurs conditions de travail brouillent donc davantage le sens du terme « col blanc ». Le terme plus ou moins adéquat pendant la période de production de masse fordiste semble controversé quand on l'emploie pour toutes les sous catégories des employés salariés dans la production flexible postfordiste. C'est la raison pour laquelle dans la littérature contemporaine le terme « col blanc » est considéré comme ambiguë et désuet (Bain et Price, 1972). Pourtant, en Turquie, on constate que ce terme circule encore dans les médias, les publications scientifiques (Bora, 2010 ; Bora *et al.*, 2011 ; Nurol, 2014) et parmi les acteurs contestataires.

L'usage du terme par les acteurs contestataires nous interroge sur son rôle dans les modalités du travail identitaire collectif. On définit les *identités collectives* comme la résultante provisoire des identifications et des appartenances, ayant un impact contraignant sur les perceptions et les possibilités d'actions des individus à l'intérieur des groupes (Dubar, 1996). Comment est construite cette identité collective au cours de la mobilisation ? Quelles sont les logiques qui président à la production de l'identité collective de « col blanc » et aux usages qu'en font les acteurs de la PEP ?

Processus de passage de la catégorie au groupe

L'identité collective n'est pas une précondition de la mobilisation. Elle émerge de la lutte d'un groupe contestataire pour définir et réaliser ses intérêts (Taylor, Whittier, 1992, p. 111). L'attachement des individus au collectif se développe également dans le processus de la lutte. Toutefois, un des facteurs qui facilite le rassemblement des individus et le passage à l'action est leur position dans l'espace social (Bourdieu, 1984 : 4). Les individus occupant des positions proches dans l'espace social ont alors plus de chance de se retrouver et de mener une action au cours de laquelle une identité collective peut se construire. Deux luttes ont contribué, de manière décisive, à forger le sentiment d'appartenance au groupe, à l'érection de frontière entre un « nous » et un « eux » et à l'émergence de la conscience du groupe des cols blancs : le

mouvement de cols blancs en 2008 à l'entreprise IBM à Istanbul et le mouvement des ouvriers TEKEL en 2009 à Ankara.

Pendant la crise financière globale au début des années 2000 plusieurs salariés du secteur privé ont été exposés à des licenciements collectifs et à des diminutions de salaire. Dans la recherche du profit face à cette crise, plusieurs entreprises ont réduit le nombre de salariés et ont augmenté les heures de travail. La perception de la carrière idéale « col blanc » forgée dans les années 1990 en Turquie a commencé à rentrer en contradiction avec leur expérience du travail où l'*exploitation* (Marx, 1973) devenait de moins en moins masquée.

Mouvement d'IBM en 2008

En 2007, une entreprise d'information et de communication, Turk Telekom, a refusé les augmentations de salaires et le syndicat Haber-Is (un syndicat du secteur des communications) a décidé de partir en grève. 25.000 travailleurs ont fait grève pendant 44 jours, la grève la plus combative et suivie dans la période post-1980 en Turquie. La grève a pris fin après un accord entre le syndicat et l'entreprise sur une augmentation des salaires mais, un an après, l'entreprise a licencié 2.000 travailleurs.

En 2008, dans ce contexte de crise financière et de début des mouvements de grève, les travailleurs de l'entreprise IBM ont décidé de se syndiquer afin de lutter pour les augmentations de salaires. La décision de se syndiquer et de militer collectivement sont liés en particulier au sentiment de *déclassement* des cols blancs. Ces derniers préfèrent d'abord négocier avec l'entreprise. Une fois *humiliés* par le management, qui ignore les demandes des cols blancs, ces derniers considèrent à passer à l'action politique. Bahadir Nurol (2014) décrit le même processus pour les employés de banques. Selon lui, les injustices contre leur 'honneur' et 'réputation' sont au centre de leurs expériences de travail. Cette importance du prestige dans l'identité sociale des cols blancs nous renvoie à la notion weberienne "groupe de statut", identité de groupe fort, qui désigne la constitution des communautés pouvant être basée sur les modes de vie, sur le sentiment d'honneur et de prestige social (Weber, 1992). Le déclassement est vécu par les salariés cols blancs en tant que perte ou dégradation de *statut* social.

Pendant ce mouvement, les salariés ont commencé à se réunir régulièrement devant leur lieu de travail 'Yapi Kredi Plaza', le gratte ciel où est située l'entreprise, pour organiser les assemblées générales et des rassemblements. Plaza Eylem Platformu (PEP) a été fondé pendant ces actions des salariés d'IBM afin de créer une plateforme de solidarité qui serait capable de réunir en son sein tous les salariés cols-blancs. Après une lutte collective de 2 ans, le mouvement des salariés d'IBM a échoué. Ils n'ont pas obtenu d'augmentation de salaire et n'ont pas gagné non plus le droit de se syndiquer. Cet échec s'explique, entre autres, par de fortes tensions entre les salariés et le syndicat ainsi que la répression très violente exercée par l'entreprise sur le

syndicat. En effet, pour les salariés, se syndiquer, en particulier militer au sein d'un syndicat, est considéré comme très risqué car, d'une part, cette forme d'action politique est associée à des organisation de terreur, à cause de la propagande anti-syndicale du gouvernement à partir du coup d'Etat 1980 et, d'autre part, elle est associée à des ouvriers d'usine, ce qui rentre en contradiction avec le statut social des cols blancs. Concernant les salariés militants ou anciens militants d'extrême gauche, les syndicats sont considérés comme très peu combatifs et très hiérarchiques. Dans la fondation de la PEP il a été notamment décidé de se réunir en dehors des syndicats en tant que cadre d'auto-organisation des travailleurs pour défendre leurs intérêts. Ce rapport aux syndicats marque un début de définition des frontières à l'intérieur du mouvement entre un « nous », les cols blancs en lutte, et un « eux », les syndicats pro-gouvernementaux et/ou non combatifs ainsi que les syndicats des "ouvriers manuels". Avec les mots d'un militant de la PEP "*Plaza Eylem Platformu* a été formé parce qu'il n'y a pas de syndicats" (entretien avec un membre de la PEP 2017, Istanbul).

Lors du mouvement d'IBM, on observe donc le passage de catégorie au groupe avec un début de formation d'identité collective notamment avec la fondation de la PEP, en tant que groupe contestataire spécifique aux cols blancs auto-organisés par opposition à des formes d'organisation syndicale. Comment la PEP a consolidé et maintenu son identité collective pour devenir une organisation des cols blancs avec ses actions propres, ses intérêts et ses revendications ?

Mouvement des ouvriers TEKEL en 2009

Apparu en 2009 à Ankara, le mouvement des ouvriers TEKEL représente un tournant dans l'histoire des mouvements ouvriers post-1980 en Turquie en termes de mode d'organisation et d'action ainsi que de soutien public. TEKEL était le monopole public du tabac et des boissons alcoolisées avec 12 000 employés dans les 21 villes de la Turquie. Après la privatisation, British-American Tobacco, le nouveau propriétaire de la branche tabac du monopole, a décidé de licencier des milliers de travailleurs. Ceux qui n'ont pas perdu leur emploi se voyaient imposer un statut spécial (4-C) qui signifiait la réduction du salaire mensuel de 1200 TL à 800 TL et des contrats de 10 mois plutôt que 12 mois sans garantie de renouvellement. Les travailleurs ont décidé de contester ces décisions. Ils se sont réunis à Ankara, ont occupé les rues autour de l'une des places centrales de la ville et ont passé 78 jours dans des tentes pendant l'hiver. Au cours du mouvement TEKEL, on a vu émerger de nouveaux types de comportements politiques: les travailleurs prenaient leurs décisions très rapidement et ils créaient une relation de réciprocité dans laquelle les travailleurs avaient également un impact important sur le syndicat. Ils ont pris leurs décisions sur la base d'initiatives locales au sein du mouvement et, bien qu'ils aient maintenu la hiérarchie organisationnelle formelle du syndicat (Tek-Gıda İş - le syndicat turc des travailleurs du tabac et de l'alimentation), tous les manifestants sont potentiellement devenus porte-parole, ainsi que militant (Bürkev, 2010; Özügürü, 2011). Cette résistance a entraîné une défaite morale évidente pour le gouvernement, tout en restant une

victoire très limitée pour les travailleurs. Ces derniers ont enlevé leurs tentes à la suite de la décision de la Cour suprême de prolonger le délai officiel donné aux travailleurs de TEKEL pour accepter à passer au statut de 4-C (ce qui n'était qu'une de leurs revendications).

L'existence des individus prêts à s'engager et un appel à la mobilisation ou à la constitution de groupe, ne sont pas suffisants pour le recrutement et pour la participation active à un mouvement social. Il leur faut *un processus d'agitation* :

« Les sympathisants ou membres potentiels doivent être attirés, nourris et dirigés, et le prétendu appel doit être développé et adapté. Cela s'effectue par un processus au cours duquel l'attention doit être gagnée, les intérêts éveillés, les revendications exploitées, les idées implantées, les doutes dissipés, les sentiments attisés, de nouveaux objets créés et de nouvelles perspectives développées. [...] Cela se produit par le contact de personne à personne, dans une situation sociale structurée où les gens interagissent les uns avec les autres. [...] Donc, avec réalisme, ça n'est pas le simple appel qui compte ; plutôt, c'est un processus d'agitation qui est important [Blumer, 1957, p. 148].

C'est pendant le mouvement des ouvriers TEKEL que ce processus d'agitation a été entamé. Les cols blancs ont été nombreux à participer au mouvement avec des degrés de participation différents. Mais un nombre important de ces cols-blancs appartenant ou pas à la PEP ont interagi avec les ouvriers au cours de cette protestation. La démonstration de force contestataire et l'auto-organisation des ouvriers face à des syndicats ont ouvert de nouvelles perspectives politiques pour les cols blancs. Cela a dissipé ensuite les doutes quant à la possibilité de former un cadre d'auto-organisation puissant capable de réunir en son sein les travailleurs col blanc. Les cols blancs qui ont été impliqués directement ou indirectement aux protestations d'IBM, on pense notamment à des sympathisants qui n'ont pas répondu à l'appel de la PEP de se réunir sous un plateforme commun, sont donc devenus des "recrus" potentiels. De ce point de vue, la rencontre entre les cols blancs et les ouvriers de TEKEL a été un tournant dans le processus de consolidation de leur identité collective de cols blancs militants:

Suite à notre rencontre avec les ouvriers de TEKEL tout a changé. On est allé à TEKEL et moi même j'ai intégré la PEP pendant la résistance de TEKEL. Quand on est allé là-bas, on a compris que la solidarité des travailleurs a besoin *d'un mouvement par le bas qui lutte pour lui-même* au lieu d'une organisation par le haut. Après la résistance de TEKEL on a commencé à faire des réunions régulières (entretien avec un membre de la PEP, 2017, Istanbul).

On constate ici l'émergence d'une *conscience de groupe* parmi les cols-blancs présents dans le mouvement des ouvriers TEKEL. Pendant ce mouvement social, la PEP a gagné de nouveaux membres et a décidé de concevoir des actions régulières dans l'objectif de parvenir à formuler collectivement leurs propres problèmes et intérêts en tant que groupe conscient de leur positionnement social et économique. Parmi ces problèmes qui distinguent les cols blancs des autres travailleurs, il y aurait ce qu'ils nomment "la dimension émotionnelle" de la lutte des classes qui désigne des formes d'oppression et d'exploitation spécifique en plus des formes d'exploitation déjà connues dans le travail manuel d'ouvriers. Selon la PEP ces formes

d'exploitation psychologique sont présentes en particulier dans les secteurs de service et des technologies de l'information et de la communication (ingénieurs informatiques cadres ou subalternes, travailleurs dans les centres d'appel, positions managériales dans les banques etc.)

On n'a jamais dit que les travailleurs cols blancs ne se considèrent pas comme ouvriers. Le problème c'est que ce sont les autres qui ne considèrent pas les cols blancs comme des ouvriers et non l'inverse. En tant que travailleur cols-blancs c'est ton individualité qui devient partie intégrante à l'exploitation capitaliste. Le système nous intègre avec notre individualité. Par conséquent, nos problèmes majeurs ne concernent pas uniquement les heures sup et les salaires etc. Notre lutte inclut maintenant notre individualité et, sans doute, cela fait partie de la lutte des classes. Ce que je veux dire par là c'est que si les syndicats veulent mobiliser ces travailleurs, ils ne peuvent pas y arriver en faisant uniquement référence à des problèmes économiques. Mobiliser les cols blancs nécessite une attention importante à comment notre individualité est intégrée dans l'exploitation de notre travail. (Entretien avec un membre de la PEP, 2017, Istanbul).

Une fois les termes de la lutte spécifiés, la PEP a commencé à organiser des réunions régulières où les militants partagent leurs expériences du travail. L'objectif de ces réunions que la PEP appelle « les ateliers de partage d'expériences » est de lutter contre la compétition interclasse et faciliter le développement de conscience parmi les participants en abordant, entre autres, la question du montant des salaires, du harcèlement, des heures supplémentaires, de l'isolement. Au vu du succès de ces réunions, la PEP a décidé de les formaliser en rédigeant pour chaque réunion des rapports mis en ligne ensuite sur leur site internet. La PEP a également créé un site web qui s'intitule *j'ai été licencié* où les cols blancs partagent leurs expériences négatives au travail, discutent de comment se syndiquer dans les entreprises. Cet outil numérique a également été utilisé comme un support légal grâce à des avocats qui soutiennent bénévolement la PEP. Mais le caractère saillant de ces 'séances' de l'atelier de partage d'expériences est la thématique de l'exploitation émotionnelle. On peut presque parler ici de thérapie collective où chaque membre 'vide son sac' et fait ensuite une reformulation en qualifiant ces expériences des conditions de travail de l'exploitation émotionnelle.

On peut définir ces narrations collectives au sein d'un espace de socialisation dédiée en tant que *dispositifs d'attachement* au groupe. Par leur fonction de socialisation mais aussi de reconnaissance (chaque membre reconnaît l'autre dans et par son narration d'expérience). Et en raison de leur caractère régulier et formalisé, ces séances (rédaction des rapports mis en ligne régulièrement), peuvent également agir comme des outils d'agencement de sentiments au nom du mouvement. Cela permet ensuite d'éprouver un sentiment d'appartenance commune : les personnes ont la sensation de partager une expérience commune et de former un groupe particulier (Blumer, 1951 : 205-206).

L'identité collective de la PEP se trouve alors renforcée et maintenue en établissant la distinction entre, d'une part, la classe ouvrière et les cols-blancs dont l'exploitation

prend des formes différentes, et d'autre part, entre les cols-blancs et les syndicats qui refusent de *reconnaître* la spécificité de la forme d'exploitation des cols-blancs et échouent donc dans leurs tentatives de les mobiliser.

Conscience de classe et prestige social

Selon la thèse marxiste, la classe sociale se définit à partir de la position objective de ses membres dans les rapports de production. La conscience, la culture et la politique ne rentrent pas dans la *définition* de la position de classe sociale. L'exclusion de ces éléments est en effet nécessaire afin de protéger l'essence de la thèse marxiste selon laquelle la position de classe détermine la conscience, la culture et la politique. D'où son double caractère: dimension objective et subjective. La classe en soi qui désigne le rôle que joue un groupe social dans l'économie et la classe pour soi signifie la conscience de ses membres de leur situation, de leurs intérêts et luttes communes. Selon ce modèle conceptuel les « cols blancs », en tant que force de travail salariée hautement qualifiée et éduquée, font partie de la classe ouvrière par leur position objective dans les rapports de production. En tant que salariés ils sont exploités et génèrent de la plus value. Et cette exploitation, on l'a vue, peut devenir plus ou moins 'évidente' en particulier dans les périodes de crises économiques où l'écart entre leur statut social et leurs conditions de travail devient difficilement dissimulable.

Pendant la crise économique du début des années 2000, les cols-blancs prennent conscience de cette exploitation et décident de passer à l'action politique. Toutefois, la manière dont ils vivent l'exploitation est intimement liée à leur statut : il s'agit pour eux d'une contradiction violente entre le statut, le prestige social, qu'ils sont censés avoir acquis dans la société par leur niveau d'éducation et leur compétence professionnelles (valorisation sociale forte, les cols blancs considérés comme des élites de la société) et leurs conditions de travail (heures supplémentaires, non augmentation de leurs salaires). Le terme « col blanc » signifie dans ce cas là les acteurs qui se trouvent dans des *positions de classe contradictoire* : certains salariés tout étant payés pour leur force de travail jouent des rôles managériaux organisant l'exploitation de la force de travail, touchent des salaires relativement élevés et sont animés par une certaine conscience liée à leur statut social (Wright, 1985). La dégradation de leur condition de travail est donc vécue comme un déclassement.

Cette position contradictoire est visible dans le premier extrait d'entretien cité plus haut : le militant de la PEP en question affirme, d'une part, qu'ils s'identifient à des ouvriers car eux aussi font partie de la classe ouvrière et que ce sont plutôt « eux », syndicalistes, mais aussi l'extrême gauche et les ouvriers militants, qui ne les considèrent pas comme ouvriers. Et il ajoute que si les syndicats veulent les mobiliser il faut qu'ils reconnaissent le caractère, c'est-à-dire la dimension émotionnelle de l'exploitation, qui distingue les cols-blancs de la classe ouvrière.

Ce discours du militant de la PEP met clairement en évidence l'attitude générale des salariés qualifiés et éduqués envers les syndicats. Les syndicats sont associés aux ouvriers de l'usine et donc entrent en contradiction avec l'identité sociale des salariés qui cherchent à se distinguer des autres couches du salariat. Il n'est pas rare d'entendre par exemple parmi les militants des affirmations telles que « je ne suis pas allé à l'université pour devenir ouvrier. Je ne suis pas un ouvrier ! ». Cela explique en partie pourquoi au cours du mouvement d'IBM, les cols blancs se sont positionnés progressivement contre les syndicats et cette exclusion est devenue par la suite un élément constitutif de l'identité collective de leur groupe. Pour expliquer cette attitude, Lénine (2009) parle d'*aristocratie ouvrière* qui désigne une couche de travailleurs plus privilégiés (plus qualifiés et mieux payés) ayant tendance à se séparer des travailleurs moins privilégiés et à négocier avec le patronat, ce qui, encore une fois, se rapproche du concept wébérien, le statut.

La PEP, en formalisant ce besoin de distinction sociale avec le terme d'exploitation émotionnelle, essaie de faire un *usage stratégique* de l'identité collective *militante* du col blanc pour que celle-ci puisse contenir à la fois cette lutte pour la reconnaissance du prestige social et des revendications matérielles associées aux luttes du mouvement ouvrier (syndicalisme, salaires, heures supplémentaires, en bref exploitation du travail). A cet égard, si la formulation du terme 'exploitation émotionnelle' et le début des ateliers de partage d'expérience coïncident avec la participation de la PEP au mouvement des ouvriers TEKEL, c'est parce que les cols-blancs mobilisés s'étaient constitués en groupe avant de rejoindre ce mouvement en question. Ils y ont participé en tant que groupe ayant une identité collective et non en tant que cols blancs politisés. Cette distinction est alors renforcée et stabilisée pendant le mouvement, dans l'interaction avec les ouvriers TEKEL.

Nous avons vu que les ateliers de partage d'expérience peuvent être considérés comme des tentatives de reconstitution de l'identité sociale endommagée par l'absence de reconnaissance. La condition principale d'être socialement reconnu selon Axel Honneth est d'être dans une interaction elle-même régulée par des principes normatifs de reconnaissance mutuelle (Honneth, 2004 : 354). Le discours sur le partage, l'amitié et la solidarité contre l'isolement et la violence symbolique dans le lieu de travail peuvent être interprétés comme *la lutte pour la reconnaissance* et non une lutte de classes. C'est la raison pour laquelle nous avons employé le terme conscience de groupe et plutôt que conscience de classe au cours de notre exposé. De ce point de vue, il s'agit d'une mise en cohérence de soi à travers le maintien d'une identité collective, capable d'articuler à la fois la non-reconnaissance et la dégradation matérielle du travail, dans des espaces de socialisation. L'objectif de la PEP est de rendre cette contradiction entre leur expérience de travail et le statut social qu'ils occupent dans la société acceptable.

L'identité collective de la PEP repose donc sur une contradiction apparente: la dualité entre, d'une part, la volonté de reconnaissance de la réussite sociale de ses membres

et, d'autre part, leur légitimité à se revendiquer comme partie prenante du mouvement ouvrier. Selon nous, cette contradiction explique, en partie, comment la PEP est devenue un groupe 'professionnel' avec des liens affinitaires forts. Depuis Gezi, elle a progressivement perdu sa capacité d'attirer des nouveaux membres et de participer à des mouvements politiques qui portent sur des enjeux nationaux (comme le mouvement contre la mise en place du système présidentiel en 2017).

Nouvelles articulations théoriques pour l'analyse des mouvements de résistance post-2010 face au "gouvernement de gauche" brésilien

Hégémonie de gauche, hégémonie sans classes ? L'arrivée au pouvoir du PT brésilien

Dans ce deuxième temps de notre communication, nous traiterons du cas des Journées de juin 2013 au Brésil, le nom donné à l'ensemble de mouvements contestataires dénonçant sous divers aspects les administrations de l'Exécutif national du *Parti des Travailleurs* brésilien (PT). Aussi diverses que controversées, les interprétations en SHS des Journées n'ont pas toujours pris en compte l'analyse de ses dimensions matérielles et subjectives (Cava, 2016). Nous proposons ainsi d'élargir le cadre d'analyse, en nous concentrant aux liens entre les manifestations et la configuration de la "gauche au pouvoir". Et ce pour mieux comprendre l'érosion de sa "légitimité supposée", qui aurait ouvert la voie à la montée d'un dit "populisme de droite" dans le pays (Cava et Pereira, 2016).

L'histoire récente de la Nouvelle République brésilienne, débutée en 1988 lors de la réforme constitutionnelle qui a suivi 21 ans de dictature civilo-militaire, a été marquée lors de la première décennie des années 2000 par une forte croissance économique suivie d'une dite "intégration sociale et politique" de couches auparavant radicalement marginalisées de la société. Ces phénomènes qui ont su changer la configuration sociopolitique du pays, se sont approfondis sous les administrations du PT au pouvoir Exécutif, lors des mandats de Luiz Inácio "Lula" da Silva (2003-2010) et Dilma Vana Rousseff (2011-2016).

Dit le "premier véritable parti de masses brésilien" au sens de Duverger (1951)⁴, le PT s'est constitué dans les années 1980 à partir d'une particulière articulation d'un ample spectre de mouvements sociaux et groupes politiques mobilisés pour la fin de la dictature. Les trois principaux parmi ceux-ci furent (Secco, 2018 ; Carvalho, 2014) : 1) le mouvement des métallurgistes nommé le *Nouveau syndicalisme*, car indépendant du réseau syndical corporatiste-assistancialiste de l'Etat dictatorial, mobilisé pour une représentation politique ouvrière *de fait* - et dont Lula lui-même était l'un des précurseurs ; 2) le regroupement des anciens membres de la lutte armée révolutionnaire brésilienne, qui furent pour la plupart anéantis par le régime

⁴ Bien que cette thèse soit contestée.

dictatorial dans les années 1970 - et dont Rousseff faisait partie ; 3) et finalement, celui des organisations religieuses administrées par les catholiques partisans de la théologie de la libération, ce courant chrétien-marxiste à caractère émancipateur né en Amérique latine.

Ce “trépied *pétiste*” représentait la particularité novatrice du PT, qui lui a permis sa rapide capillarisation, ancrage et popularisation à travers le pays (Secco, 2018). Cette innovation dans la scène de la politique institutionnelle brésilienne (Keck, 1991), longtemps marquée par l’alternance élitare et négociée du pouvoir administratif (Carvalho, 2014), est cependant plus complexe que l’analyse suggère. Si la volonté de ses membres d’établir une structure interne qui refléterait les valeurs démocratiques, l’institutionnalisation du parti s’est traduite par sa bureaucratisation (Pomar, 2016), résultant en une hiérarchisation progressive de sa structure, privilégiant le groupe de militants dirigé par Lula et son entourage (Oswaldo Amaral, 2010). A la tête du PT, ce groupe fut également responsable d’un élargissement sans restriction la politique d’alliances (Abranches, 2018) et de l’endettement massif du parti (Ribeiro, 2008).

Somme toute, ces transformations ont eu des effets sur l’orientation idéologique du PT, résultant dans une déradicalisation du programme, du discours et de la définition de son “socialisme” (Degrave, 2016). Envisagée dans les années 1980, l’organisation de la classe ouvrière autour d’un projet politique socialiste fut remplacée dans les années 1990 par l’idée d’une conciliation interclasses. C’est dire que le socialisme fut relégué à la place de “perspective possible”, même si une vraie ligne révolutionnaire cohérente n’ait jamais été établie (Degrave, 2016) et que les analyses purement michelsiennes de sa bureaucratisation étaient également contestables.

Arrivé au pouvoir Exécutif (2003), le PT a fait rentrer dans la sphère institutionnelle les *leaders* et militants des mouvements sociaux qui intégraient ou qui étaient dans l’orbite du parti dès la fin de la dictature. Deux questions sont à ce sujet soulevées (Vidal, 2016) : 1) cela peut être compris en tant que volonté du gouvernement de créer davantage une légitimité de légiférer en donnant un vrai espace institutionnel aux différentes voix présentes dans la société ; 2) ce mouvement “d’institutionnalisation”, s’il reste lointain des logiques de cooptation classique, a cependant fait diminuer la présence des mouvements sociaux dits traditionnels et de leurs cadres “dans les rues”, et leur rôle social et politique fut davantage institutionnalisé. Le Brésil a connu ainsi une baisse des mobilisations pendant presque une décennie, les “conflits politiques” ayant été intégrés à l’appareil de l’État sous Lula.

“Quelque chose bougeait dans les souterrains de notre société” (Carvalho, 2014, p.7)

Si « nous ne pouvons nier – *comme le dit Lincoln Secco* – que Lula et le PT ont eu la capacité de comprendre les contradictions sociales de leur époque », ce « lit [*pétiste*]

où dormaient les conflits [*sociaux et politiques du pays est devenu*] trop étroit pour continuer à les accueillir » (Secco, 2018, p. 266-267).

Et ce car, alors que le pays vivait une période de “miracle économique” et de “profusion d’effectifs programmes sociaux”, vers 2010, le *pacte social-rentier* propre au projet socio-économique néo-développementiste du PT donnait des signes de faiblesse (Singer, 2016). Le rythme de la croissance de l’économie brésilienne baissait, ce qui entraînait petit à petit une hausse du chômage et de l’inflation (Singer, 2016). De plus, les grands projets *pétistes* d’infrastructure publique de l’époque ont été marqués par des nombreuses affaires de détournement de fonds publics - qui furent à leur tour surexposées par les sociétés de communication composant l’oligopole des médias traditionnels brésiliens - l’une de plus grandes concentrations de diffusion d’informations au monde.

A ce moment, des manifestations contre les politiques du gouvernement ont commencé à avoir lieu, et entre 2011 et 2012, le Brésil a connu une hausse de 58% du nombre de grèves localisées. Plus marquant encore, un dit “nouveau type d’organisation politique” gagnait davantage l’espace public, et qui échappait à l’égide des mouvements sociaux dits traditionnels. Ces nouvelles organisations furent appelées les “mobilisations de la gauche autonomiste brésilienne”.

L’exemple le plus parlant fut celui des manifestations des plusieurs groupes associés en 2011 contre la construction d’une centrale hydroélectrique qui menaçait l’existence des communautés autochtones locales (le *Xingu*). En effet, contrairement à son programme politique, le mandat du PT sous Rousseff a eu la pire moyenne d’homologations de terres aux communautés autochtones depuis la fin de la dictature civilo-militaire (1985). Les contradictions apparentes entre le projet initial et la pratique *pétiste* au pouvoir ont cependant atteint leur point culminant en 2013. Alors que les interprétations du cadre des tensions sociopolitiques à l’époque avaient la tendance à ne prendre que les mouvements sociaux traditionnels à la fois par “objet” et “catégorie d’analyse”, selon Carvalho (2014), nous avons manqué tout indice “de que quelque chose bougeait dans les souterrains de notre société” (Carvalho, 2014, p.7). Nous étions ainsi très loin d’en prévoir la turbulence manifeste des Journées de juin 2013.

Cet ensemble de manifestations ont connu leur climax dans le mois de juin 2013, atteignant plus de 430 villes au Brésil et rassemblant de millions de brésilien-ne-s⁵ aux différents profils sociologiques - bien que pour la plupart, des jeunes scolarisés -, sous différentes demandes, mais qui furent globalement résumées en tant que revendications pour “*plus de droits*” (notamment, sociaux et politiques : traduits dans les demandes pour “plus d’insertion sociale”, “plus d’accès aux droits constitutionnels

⁵ 43% avaient moins de 24 ans et 20% entre 25 à 29 ans. 49% ont commencé des études supérieures et 43% ont achevé des études universitaires, et les actifs représentaient 76% des manifestants (Fauré, 2014/2).

à la mobilité urbaine”, à “un système d’éducation et de santé public de qualité” et “moins de corruption”).

L’analyse des manifestations de 2013 est intéressante à deux niveaux. Le premier concerne l’interprétation des Journées vis-à-vis de leur positionnement critique au gouvernement national. Les manifestations ont alors reçu des réponses institutionnelle et académique virulentes, étant amplement réprimées par les forces de l’ordre, dénoncées par leurs “modes d’action violents” et, à nombreuses reprises, les demandes des manifestants ont été remises en cause. Il reste que, pour la première fois, l’administration *pétiste* a été contestée avec une telle présence dans les rues. Ladite “légitimité sociale” de l’ancien “parti d’opposition par excellence” ne suffisait plus à son approbation.

Deuxièmement, les Journées ont été interprétées *en soi* comme ayant un caractère dit “inédit”, et leur signification fit l’objet incontournable des recherches et débats publics à l’époque.

Dans la plupart de ces interprétations, le traitement de “l’inédit” passait par la compréhension du “sujet” des Journées. Cava (2016) nous montre que ce “nouveau manifestant” fût d’abord interprété comme une “forme du sujet historique marxiste menant la lutte des classes” ; puis, il a été réinterprété selon une analyse macro-historico-sociologique de la tradition des mouvements sociaux au Brésil ; et finalement, ce manifestant fût également conçu comme un être “apolitique”, d’après la mécompréhension du – ou la simple opposition au – contenu politique de certains modes d’action des manifestants – notamment, la stratégie *Black bloc*.

Néanmoins, ces manifestants ne revendiquaient pas, dans leur majorité, une affiliation à une identité collective ou à une idéologie spécifiques, et faisaient appel à une pluralité de demandes, incarnées dans différentes formes de critique sociale. Celles-ci ne se réduisaient plus à la division “social *versus* capital”, mais faisaient appel au “cœur du public”, soit à un Brésil “grand et plus égalitaire”, pour reprendre les formulations de Cava (2016).

Le sujet et les processus de subjectivation : de la classe à l'indignation

Qui est le « sujet » des Journées de juin 2013 au Brésil, du mouvement des « cols blancs », ainsi que du mouvement Gezi en Turquie ? Peut-on comprendre ces mouvements, dont les origines ont vu le jour dès 2007 à travers son statut de classe ? Si c’est le cas, nous devrions être capables de trouver une « essence » derrière ces identités collectives. Or, l’identité collective, nous l’avons vu, se constitue dans et par le conflit social en interaction avec d’autres groupes contestataires ainsi que les composantes de l’Etat. À la lumière de ces nouvelles formes de militantisme décrites, qu’est-ce qui amène les individus non seulement à se rassembler et à agir collectivement, mais à se voir comme partie prenante de quelque chose qui les dépasse ?

Ces questions sur l'identité nous interrogent sur le conflit dans la démocratie, les mouvements sociaux et les processus de subjectivation.

La critique et les postulats post-marxistes

Selon la critique post-marxiste de Laclau et Mouffe, « *all political identity is necessarily popular* » (Laclau, 2016) : toute identité sociale (la “classe”, par exemple) est politiquement construite, et sa condition de possibilité est l’antagonisme qui découle de l’insatisfaction, de l’indignation (et non pas nécessairement de l’exploitation ou de l’oppression localisable dans l’infrastructure et les rapports de production).

Si l’on suit leur raisonnement, l’identité est une construction en opposition à un autre groupe : “contre le pouvoir”, comme le slogan “*não me representa*” (“ils ne nous représentent pas”) des brésiliens, ou l’opposition entre les travailleurs col-blancs en Turquie et les syndicats ainsi que le mouvement ouvrier.

Ainsi, l’identité n’est jamais tributaire d’un groupe ou d’une classe sociale spécifique et plus ou moins homogène ; dans d’autres termes, elle ne pourrait pas être comprise à la manière d’une substance qui la précède (par exemple, la position dans l’espace social qui prédisposerait des acteurs à agir collectivement).

Sortie du marxisme

Nous proposons d’esquisser une sortie des axiomes marxistes via Gramsci.

Nous nous appuyerons sur l’analyse d’Olivier Marchant (2007) pour dessiner un schéma explicatif de ces conséquences pour notre sujet.

La première conséquence est l’affirmation de la primauté du politique à travers la déconstruction de l’orthodoxie marxiste de la superstructure (idéologique) déterminée par la base (économique). Les rapports de production seraient ainsi défailants en tant que facteurs explicatifs globaux des conflits socio-politiques. Le politique ne peut plus être vu ainsi comme tributaire d’une « réalité objective » ou loi sociale plus profonde.

« [...] le problème du politique est le problème de l’institution du social, c’est-à-dire de la définition et de l’articulation des relations sociales dans un champ traversé par des antagonismes. » (Laclau et Mouffe, 2009, p.267)

Dès lors, l’émancipation au sens marxiste ne serait pas atteignable et devrait être négociée et re-négociée perpétuellement à l’intérieur du cadre et de la dynamique démocratique. Cela impliquerait, évidemment, l’abandon de la solution révolutionnaire.

La deuxième conséquence est la possibilité infinie des configurations des identités politiques qui échappent à la logique binaire de classes. Le « sujet » serait traversé par une scission et des oppositions : il est toujours frappé par l’incomplétude ou

l'impossibilité de se constituer en tant que sujet. Il y aurait donc un « vide » matriciel, constitutif, de toute identité politiquement construite.

La classe perd ainsi son privilège ontologique et devient un élément d'identité parmi les autres.

Les mouvements de résistance : l'action « contre » à partir des demandes insatisfaites

Les mouvements de résistance à partir des années 2010 en sont l'exemple.

Il s'agit d'un processus d'identification entre des acteurs dont le point de départ n'est pas tant la position « objective » dans l'espace social, mais les demandes sociales de différents groupes et individus articulés par un discours. Certes, il y a toujours une matérialité dans ces mouvements, mais ils ne sont jamais irréductibles à celle-ci, c'est-à-dire à ses revendications spécifiques et à ses motivations initiales.

Il y a des demandes sociales qui restent isolées si elles sont satisfaites. Au Brésil en 2013, une augmentation de 20 centimes dans le tarif des transports publics précaires – dans un pays où la majorité de travailleurs en dépend pour se déplacer et travailler – a été l'un des éléments matériels qui a déclenché les manifestations de certains groupes impliqués dans les Journées de juin 2013, mais cela ne recouvre pas le mouvement entier, ou son ampleur ultérieure. Le slogan qui surgit plus tard est auto-explicatif : *Não são só 20 centavos* (« Il n'est pas seulement une question de 20 centimes »), et les Journées ont mobilisé progressivement les secteurs les plus divers de la société.

Dans une situation dans laquelle une série de demandes particulières ont été frustrées, l'équivalence entre ces différentes demandes qui n'entretiennent pas un rapport explicite entre elles peut donner lieu à une subjectivité sociale plus large.

Ce type d'opération constitue ce que Laclau et Mouffe appellent les « chaînes d'équivalence » : un discours qui vise à mettre en commun des demandes et à simplifier l'espace politique par l'antagonisme entre « nous » et « eux ».

La chaîne d'équivalence est un processus par lequel diverses positions tendent à entrer en dialogue parce qu'elles sont également insatisfaites. À la mesure que les syndicats pro-gouvernementaux en Turquie, ou le gouvernement « de gauche » au pouvoir au Brésil à l'époque, n'étaient pas capables d'intégrer leurs demandes, ces groupes ou manifestants se sont tournés contre eux.

La chaîne de demandes est une construction autour de cette négativité : l'insatisfaction qui les incitent à se regrouper est ainsi dépourvue d'un contenu politique a priori, ou d'une solidarité « organique ».

Cependant, la cristallisation ultérieure de l'identité qui était en train d'émerger par le conflit doit trouver sa consistance propre. Plus cette identité se révèle vague et imprécise, mieux elle fonctionne, car l'identité collective – et son maintien – doit subordonner l'hétérogénéité radicale des demandes qu'elle passe à représenter, articulant des revendications sociales diverses et parfois même contradictoires.

Cependant, ces liens sont évidemment fragiles, et dépourvus d'un lien plus « profond », et peuvent ainsi se défaire ou basculer d'un côté à l'autre de l'échiquier politique.

Au Brésil, nous connaissons la suite : cette subjectivité large n'a pas été comprise par le gouvernement « de gauche », ou bien les mouvements, militants et intellectuels dans son orbite. Traités de “fauteur de troubles”, “d'apolitiques”, ou bien même de “fascistes”, les manifestants des Journées ont connu une répression institutionnelle et policière grandissante, et ce fut le cas dans l'ensemble des villes où les mobilisations ont eu lieu. Bien que des tentatives de “négociation” entre le gouvernement central et les manifestants de la Journée aient été proposées, le gouvernement s'est vu dérobé encore une fois : à qui fait-on appel à une table de négociations quand un “mouvement” n'est pas un mouvement ? Faute d'interlocuteurs, le gouvernement *pétiste*, en coalition avec les gouvernements locaux, sont revenus sur l'augmentation des prix des transports publics, et ont proposé un programme de “réforme institutionnelle et politique” de l'administration centrale du pays.

Cependant, ce projet n'a pas été poursuivi et, au contraire, certains des manifestants ont été encadrés par la Loi de sécurité nationale, alors que d'autres restrictions aux libertés individuelles et politiques des manifestants ont été promulguées. Le “sujet” des Journées s'est cristallisé au fur et à mesure comme un sujet contre la « gauche au gouvernement ». Si ceci n'a pas été le cas pour l'ensemble de manifestants ou groupes présents dans les rues en 2013, il est vrai que le vide laissé par une longue absence de confrontation idéologique a été occupé par divers mouvements de différents pôles du spectre politique brésilien. Ce fut le cas de divers groupes d'extrême droite, dont la visibilité accrue en 2013 grâce à leur participation dans la dénonciation active du “gouvernement de gauche” leur a garanti le retour à l'avant-scène de la politique dans le pays - alors que, de l'autre côté, le fossé entre lesdites “gauche institutionnelle” et “gauche autonomiste” s'approfondissait exponentiellement.

Le “populisme” de l'extrême-droite en ascension a occupé ce vide sociopolitique, et a réussi à articuler des désirs populaires à leurs symboles et programmes autoritaires, face à un ennemi commun : le PT. La plupart de ces groupes mobilisés (ou rémobilisés) dans le post-2013 allait regagner les rues en 2014 afin d'empêcher la réélection de Rousseff ; puis en 2016, pour demander et appuyer sa destitution ; et à nouveau en 2018, pour soutenir la candidature de Jair Messias Bolsonaro à la Présidence du pays - qui a fini par les remporter.

Nous pouvons avancer l'hypothèse que le sujet des Journées n'était ni le “précaire”, nouvelle “classe” précarisée qui a émergé sous l'hégémonie de la gauche *luliste* (Braga, 2008), ni la bourgeoisie conservatrice – qui a d'ailleurs tiré profit de la période –, mais plutôt un sujet “vide”, construit en opposition à cette hégémonie *pétiste*, au pouvoir depuis 13 ans.

Pareil pour les travailleurs cols blancs en Turquie : leur identité a été construite contre l'identité ouvrière et les syndicats, qui à son tour se construisait également en opposition aux cols blancs.

La place arrogée au “conflit” en société est une question majeure pour l'investigation philosophique contemporaine sur le politique. Nous reprenons ici l'hypothèse selon laquelle la démocratie elle-même aurait comme condition *sine qua non* cette absence de fondement, d'un “lieu vide du pouvoir”, comme l'a conceptualisé Claude Lefort (1981).

Chez le PT, l'abandon de toute idée de révolution socialiste – même si discursivement le socialisme *pétiste* prétendait s'en approcher – et la négation d'une place au “conflit socio-politique” via la politique d'administration par consensus, est à notre sens un élément fondamental à la compréhension de l'érosion de la “gauche au pouvoir”.

Pour ce faire, la reconstitution ce qui fut (ou furent) ce(s) mouvement(s) socio-historiquement - qui passe par leur analyse sous l'optique des apports de la sociologie des mouvements sociaux -, doit être articulée au réinvestissement de l'interrogation fondamentale sur “*ce qu'est le conflit politique*”, là où l'apport de la théorie politique reste fondamental. Dans ce sens, nous comptons avancer dans nos réflexions en réinvestissant “la radicalité politique de l'idée de conflit” (Cervera-Marzal, 2020, §6).

Ainsi, nous ne proposons pas un retour de la “vraie lutte” des classes ou des certitudes qui viendraient supprimer l'indétermination du politique, si présent dans notre époque actuelle marquée par des nouvelles formes de résistance. Cependant, le manque d'une dimension normative d'évaluation du conflit et de la manière dont ces identités collectives émergent peut constituer une faille importante pour répondre aux enjeux politiques actuels.

Conclusion

« L'indignation » n'est pas en soi un mouvement social : est-ce que nos exemples en Turquie et au Brésil, décrits par les postulats et les outils théoriques du post-marxisme, peuvent être considérés comme des mouvements sociaux (au sens “classique”) ? Par ailleurs, peut-on constater une rupture radicale ou une simple continuité avec l'objet en question ? Nous pouvons avancer l'hypothèse selon laquelle les mouvements contestataires analysés ne sauraient être réduits ni à une analyse qui les conçoive comme “l'irruption d'une nouveauté socio-politique incontestable”, ni comme une simple réactivation des traditions contestataires et militantes des mouvements turcs ou brésiliens du siècle dernier. L'analyse de Juin 2013 et des cols blancs en Turquie doit résolument prendre en compte leurs multiples dimensions : contingentes et structurelles, matérielles et subjectives, sociales et politiques. Deuxièmement, force est de constater que ces paradigmes évacuent en quelque sorte le social de l'explication des processus de subjectivation.

Afin de comprendre l'évolution ou la reconfiguration des mobilisations dans l'après des mouvements de 2010, il nous semble important d'interroger l'articulation de celles-ci avec les formes de critique sociale qui les ont précédés. De ce point de vue, une analyse de l'interaction de différents groupes contestataires avec des traditions politiques différentes au sein d'un contexte social et politique précis peut nous aider à mieux comprendre en quoi les formes de résistance se portent ou pas de nouvelles composantes. A titre d'exemple pour les cols blancs, la mise en avant de la dimension émotionnelle de l'exploitation ne s'agit pas uniquement de l'expression d'une expérience nouvelle spécifique à ce groupe d'acteur. Elle sert également d'élément stratégique pour se distinguer d'un mouvement politique. Et donc cette "revendication" est intimement liée aux enjeux de la reconnaissance sociale. En guise de conclusion, une des pistes qui permettra de situer les mouvements sociaux dans leur contexte et inclure dans l'analyse une dimension généalogique peut être justement une articulation des cadres théoriques issus de la sociologie des mouvements sociaux, de la théorie critique ou théorie politique "pures".

Bibliographie

Alain Touraine, *The Return of the Actor*, Minneapolis, The University of Minnesota Press, 1990.

Albert Ogien and Sandra Laugier, *Le principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, Editions La Découverte, 2014.

André Singer et Isabel Loureiro (orgs.), *As contradições do lulismo*, São Paulo, Boitempo, 1^a Ed., 2016, 282p.

Axel Honneth, "Recognition and Justice. Outline of a Plural Theory of Justice", *Acta Sociologica*, vol. 47, n° 4, 2004, pp. 351-264.

Bahadır Nurol, « Bilgi Toplumunda Zanaat Fikri : Beyaz Yakalı Emegün Değersizleşmesi », *Journal of Sociological Research*, vol. 17, n°1, 2014, pp. 76-129.

Bruno Cava, *La multitud se fue al desierto. Revoltas, neodesarrollismo y crisis*, Buenos Aires, Quadrata, 2016.

Bruno Cava, Márcio Pereira (dir.), *A terra treme: leituras do Brasil de 2013 a 2016*, São Paulo, Annablume, 2016.

Charles Wright Mills, *White Collar : The American Middles Classes*, New York, Oxford Universirty Press, 1951.

Claude Dubar, *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1996.

Claude Lefort, *L'invention démocratique, les limites de la domination totalitaire*, Paris, Éd. Fayard, 1981.

Dominique Vidal, *Le Brésil, Terre des possibles*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016.

Erik Olin Wright, *Classes*, Londres, Verso, 1985.

Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democracy*, London : New York, Verso, 2013 [1985].

Ernesto Laclau, Why Constructing a People Is the Main Task of Radical Politics In : Source: *Critical Inquiry*, n. 4, été 2016. p. 646-680 Publié par : The University of Chicago Press.

Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste*, Paris : Les Solitaires Intempestifs, 2009. p. 267.

Farhad Khosrokhavar, *The new arab revolutions that shook the world*, London, Paradigm Publishers, Boulder, 2012.

Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine , « Introduction. La subjectivation au cœur des mouvements contemporains » Geoffrey Pleyers & Brieg Capitaine (dir.), *Mouvements Sociaux, Quand le Sujet devient Acteur*, Paris, Edition de la Maison des Sciences de l'Homme, 2016.

Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius, « La résonance des « mouvements des places » : connexions, émotions, valeurs », *Socio*, vol. 2, 2013, pp. 59-80.

George Sayers Bain and Robert Price, « Who is White-Collar Employee, *British Journal of Industrial Relations*, vol. 10, n° 3, 1972, pp. 325-339.

Guillaume Sibertin-Blanc, « De l'hégémonie sans classe à la politique comme représentation. Remarques sur la "construction du peuple" selon Ernesto Laclau », In : T. Berns, L. Carré (dir.), *Tumultes*, n° 40 : Noms du peuple, Paris, Kimé, juin 2013, p. 275-295.

Harry Braverman, *Labor and Monopoly Capital: The Degradation of Work in the Twentieth Century*, New York, Monthly Review Press, 1974.

Herbert Blumer, « Collective behavior », in Gittler J.B. (dir.), *Review of Sociology*, John Wiley and Sons, New York, 1957.

Herbert Blumer, « Collective behavior » in McClung Lee A. (dir.), *Principles of Sociology*, New York, Barnes and Noble, 1951.

Jean-François Pérouse, « Le « mouvement de Gezi » ou le choc des systèmes de valeurs environnementales dans la Turquie en croissance », *Méditerranée*, n°123, 2014, pp. 49-56.

Jeffrey C. Alexander, « The arc of civil liberation : Obama-Tahrir-Occupy », *Philosophy Social Criticism*, vol. 39, n° 4-5, 2013, pp. 341-347.

José Murilo de Carvalho, *Cidadania no Brasil, O longo caminho*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 18ème réed., (2001) 2014.

Karl Marx, *Salaires, prix et profit*, Paris, Editions sociales, 1973.

Lincoln Secco, *História do PT*, São Paulo, Cotia SP: Ateliê Editorial, 5e éd., 2018 [1e éd., 2011].

Manuel Cervera-Marzal, « Penser le conflit avec, ou sans, Karl Marx ? Une querelle de famille entre Mouffe, Lefort, Castoriadis et Abensour », in : *Revue du MAUSS permanente*, [en ligne], 19 déc. 2012. Disponible au : <http://www.journaldumauss.net/?Penser-le-conflit-avec-ou-sans#nb1>, dernier accès le 13 sept. 2020.

Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951, 476 p.

Margareth Keck, *A lógica da diferença: o Partido dos Trabalhadores na construção da democracia brasileira*, São Paulo, Ática, 1991.

Max Weber, *Economie et société*, Plon, Paris, 1995 (1^{ère} éd. 1956).

Metin Özuğurlu, « The TEKEL resistance movement: Reminiscences on class struggle », *Capital & Class*, 35(2), 2011, pp. 179–187.

Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Balland, 2004.

Mônica Machado, « A retórica da reeleição: mapeando os discursos dos Programas Eleitorais (HGPE) em 1998 e 2006 », *Opinião Pública*, vol.15, n° 1, Campinas, juin 2009, pp. 159-189.

Olivier Marchant, *Post- Foundational and political thought*, Edinburgh : Edinburgh University Press, 2007.

Oswaldo M. E. do Amaral, *As transformações na organização interna do Partido dos Trabalhadores entre 1995 e 2009*, Thèse pour obtenir le grade de Docteur présentée au Programme de Post-Graduation en Science Politique de l'Université de l'État à Campinas, São Paulo, Campinas, décembre 2010.

Partido dos Trabalhadores, Carta de princípios do Partido dos Trabalhadores, rendue publique le 1er mai 1979, s/p. Disponible sur : <<http://www.pt.org.br/carta-de-principios-do-partido-dos-trabalhadores/>>, dernier accès : 24/01/2019.

Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, 1984. pp. 3-14.

Pedro José Floriano Ribeiro, *Dos sindicatos ao governo: a organização nacional do PT de 1980 a 2005*, Thèse de Doctorat présentée au Programme de Post-Graduation en Science Politique, du Centro de Educação e Ciências Humanas de l'Université Fédérale de São Carlos, pour l'obtention du titre de Docteur en Science Politique, São Carlos, UFSCAr, 2008, 306p.

Philippe Degrave, *Le Parti des Travailleurs brésilien, De son émergence à la conquête du Planalto (1979-2002)*, Thèse pour obtenir le grade de Docteur de l'Université de Bourgogne, UFR de Droit, Sciences économique et politique, Credespo, vol. 1 et 2, 16 décembre 2016, p. 864.

Robert Michels, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne. Enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*, Paris, Gallimard, coll. « Folio essais », 2015, 834 p.

Ruy Braga, *A política do precariado: do populismo à hegemonia lulista*, Boitempo, 2008.

Sérgio Abranches, *Presidencialismo de coalizão, Raízes e evolução do modelo político brasileiro*, São Paulo, Companhia das Letras, 1^o éd., 2018, 417p.

Tanil Bora, « Mavilesen Beyaz Yakalar », Birikim Dergisi, vol. 259, 2010, pp. 48-49.

Tanil Bora, et al., *Bosuna mi Okuduk ? Turkiye 'de Beyaz Yakali Issizligi*, Istanbul, Iletisim Yayinlari, 2011.

Valter Pomar, *A Metamorfose. Análise econômica, programa e estratégia política do Partido dos Trabalhadores: 1980-2005*, São Paulo, Editora Página 13, 3^e éd., 2016 [1^e éd., 2005].

Verta Taylor, Nancy E. Whittier , « Collective identity in social movement communities: Lesbian movement mobilization», in Aldon Morris Aldon, Caroll Mueller eds., *Frontiers in social movements theory* , New Haven, Yale University Press, 1992, pp. 104-129.

Vladimir Ilitch Lénine, *Que faire ?*, Montreuil-sous-bois, Editions science marxiste, 2009.

Yalçın Bürkev « TEKEL direnişi: Ne Eskinin Basit Devamı Ne Yeninin Kendisi », *Tekel Direnişinin ışığında gelenekselden yeniye işçi sınıfı hareketi*, edited by Gökhan Bulut, Ankara, Notabene Yayınları, 2010.

Yves-André Fauré, « Bonheur privé, carences publiques. Retour sur la fronde sociale de mars-juin 2013 au Brésil », *Problèmes d'Amérique Latine*, 2014/2, n°93, p. 55-74.